



«Mener des projets concrets»

Conseillère nationale depuis dix ans, la socialiste **Valérie Piller Carrard** espère reprendre le siège laissé vacant par Anne-Claude Demierre. La Broyarde avait déjà tenté sa chance, sans succès, lors de l'élection complémentaire de 2018.

DOMINIQUE MEYLAN

Vous avez remplacé Christian Levrat au pied levé. Vous êtes-vous lancée pour donner de meilleures chances à votre parti ou par réel intérêt?

J'ai mené une réflexion intense dès que j'ai appris le retrait de Christian Levrat. Pour mener une telle campagne, il faut être motivée et avoir envie. Ce sont ces éléments qui m'ont convaincue de me lancer.

Votre parti a d'abord mis en avant un homme. En avez-vous ressenti une certaine frustration?

Non. Nous avons mené en amont une réflexion sur la meilleure option pour le parti et la candidature de Christian Levrat était parfaitement légitime. Le PS donne déjà passablement de place aux femmes.

Vous siégez à Berne depuis dix ans où vous traitez d'affaires nationales. Quel intérêt de revenir à Fribourg?

Après ce que nous avons vécu, en particulier le Covid, j'ai envie de me rapprocher des gens, de pouvoir mener des projets plus concrets et de travailler de manière collective. Même si j'adore ma fonction à Berne.

Quelles leçons avez-vous tirées de la campagne de 2018?

Une leçon importante, c'est que la gauche doit partir unie dans les scrutins majoritaires. Nous sommes dans une nouvelle élection avec une tout autre dynamique. Je suis vraiment heureuse de défendre cette liste. Avec Sylvie Bonvin-Sansonnens, nous avons des compétences et des expériences différentes mais complémentaires.

Vous étiez adversaires en 2018. Pourriez-vous travailler ensemble si vous êtes élues?

Je n'ai aucun souci à collaborer avec Sylvie Bonvin-Sansonnens. Nous nous connaissons avant 2018 et nous n'avons jamais eu de problèmes. Je suis convaincue de pouvoir travailler avec l'ensemble des personnes qui seront élues au Conseil d'Etat.

Vous êtes très profilée sur l'égalité et la famille. Allez-vous porter ces mêmes thèmes au Conseil d'Etat?

La politique familiale, la cohésion sociale ou les services publics de qualité sont mes priorités depuis de nombreuses années. J'espère que

ces sujets seront mieux pris en compte pendant la prochaine législature. Si nous arrivons à obtenir un équilibre avec trois sièges de gauche, nos propositions seront plus à même d'être concrétisées.

Avec votre profil, êtes-vous uniquement intéressée par la Direction de la santé et des affaires sociales?

Non, pas du tout. Dans la commission que je préside à Berne, je m'occupe de dossiers concernant la recherche, la formation, la culture et le sport. Je suis candidate à une fonction et je serai ouverte à toute proposition.

Quels autres thèmes voulez-vous défendre au Conseil d'Etat?

En matière de formation, il est important que chaque jeune ait une perspective professionnelle après l'école obligatoire. Un accompagnement supplémentaire est peut-être nécessaire. Je défends aussi le maintien de services publics de qualité. Je pense notamment aux transports publics, aux soins et au réseau hospitalier.

Faut-il réintroduire des urgences 24 h/24 à Riaz?

Je ne suis pas favorable à cette initiative. Nous devons assurer des soins de proximité, mais aussi garantir la sécurité des patients. Faire croire aux gens qu'on peut garantir des urgences de pointe 24h/24 n'est pas correct, simplement parce



ANTOINE VULLILOUD

que le personnel qualifié pour assurer ces services manque.

Vous vous dites plutôt favorable à la route Marly-Matran. Ne pensez-vous pas, comme vos alliés écologistes, que c'est une aberration de construire de nouvelles routes?

Avec l'engorgement en ville de Fribourg et le développement du plateau de Posieux, il

faut trouver des alternatives. La route Marly-Matran en est une. Il est évident que des mesures doivent être prises, en parallèle, pour réduire le trafic routier et renforcer les transports publics et la mobilité douce. Dans une logique de transport dual, cette route servira aussi aux bus et aux vélos et pas uniquement aux voitures. ■

Au Grand Conseil à 23 ans

A 43 ans, Valérie Piller Carrard compte déjà vingt ans de politique à son actif. Issue d'une famille d'ouvriers, elle est élue en 2001 au Grand Conseil. Elle est alors la plus jeune députée du canton, une étiquette qu'elle conservera après sa réélection en 2006. Parallèlement, elle est conseillère communale, puis vice-syndique de Gletterens entre 2004 et 2009. Cet intérêt pour la politique, elle le ressent dès ses premiers cours d'éducation civique. «J'ai toujours voulu être active plutôt que passive dans la société», rapporte-t-elle.

Elle est élue en 2011 au Conseil national, un succès qui la surprend elle-même. Le PS, porté par la perspective d'une candidature d'Alain Berset au Conseil fédéral, place trois des siens à la Chambre du peuple. «J'étais en congé maternité pendant la campagne. Quand j'ai été élue, mon fils n'avait que trois mois.» A Berne, il lui faut un peu de temps pour faire sa place. «Une fois que le réseau est là, c'est beaucoup plus facile et agréable.» Elle est réélue en 2015, puis en 2019.

Valérie Piller Carrard a mis sa profession d'employée de commerce de côté pour se consacrer à la politique. Présidente de Pro Familia Suisse, cette habitante de Cheyres est mariée et mère de trois enfants. **DM**

«La force de la diversité»

Présidente du Parti socialiste fribourgeois et conseillère communale à Villars-sur-Glâne, **Alizée Rey** figure sur la liste de l'alliance de gauche.

ÉLODIE FESSLER

Le PS vient d'essayer une lourde défaite lors de l'élection complémentaire au Conseil des Etats. Dans quel état d'esprit abordez-vous cette campagne?

C'est une tout autre élection et une autre dynamique. Il y a aussi celle pour le Grand Conseil, où nous avons d'excellentes listes avec 51% de candidates. Proposer cette parité est une fierté en tant que présidente de parti.

Au départ, vous deviez vous présenter aux côtés de Christian Levrat et Jean-François Steiert. Était-ce pour faire de la figuration?

Non, si je me lance, c'est que j'ai envie d'être élue et de mener une vraie campagne. L'an passé, en tant que présidente, je cherchais plutôt des candidates. A force qu'on me dise «pourquoi pas toi?» j'ai sauté le pas. En tant que femme, on a tendance à remettre en question nos compétences. Il faut plutôt se demander si on en a envie et ce qu'on peut apporter au Conseil d'Etat. De ce point de vue, je pense amener de la fraîcheur. La diversité de langues, de genres et de générations fera la force du Conseil d'Etat.

Que reprochez-vous au canton?

Il est connu pour dormir sur sa fortune, investit peu pour la population et a souvent un temps de retard. J'aimerais qu'il soit dynamique et innovant. Il injecte 22 millions pour le Plan climat, alors que dans ma commune qui a un budget 50 fois moins élevé que le canton, nous avons mis la moitié de cette somme pour une piste de mobilité douce. Cela me motive à faire évoluer les choses.

Le programme du PS rassemble 80 propositions. N'avez-vous pas peur de donner le tournis aux électeurs?

Non, nous nous présentons pour toute la population fribourgeoise, nous devons donc proposer une politique globale et pas monothématique. Cela montre qu'il y a encore énormément de choses à faire pour le canton. Je me réjouis de les proposer au Conseil d'Etat ou au Grand Conseil, pour lequel je suis aussi candidate.

Parmi ce programme, quelles sont les trois thématiques qu'il vous tient à cœur de défendre?

Tout d'abord, abolir le rembournement de l'aide sociale. Etant chargée du service social



ANTOINE VULLILOUD

de ma commune, je vois les gens qui en sortent et qui doivent encore traîner des dettes. C'est leur remettre la tête sous l'eau. Ils doivent pouvoir repartir sur de bonnes bases.

J'aimerais aussi que le droit de vote soit octroyé dès 16 ans au niveau cantonal et aux personnes titulaires d'un permis

C. C'est important de sensibiliser tôt et de pouvoir mieux impliquer la population. Enfin, il faudrait renforcer le Bureau de l'égalité et se mobiliser davantage contre les violences faites aux femmes. La lutte contre les discriminations de genre, d'orientation sexuelle et d'origine est primordiale.

Vous vous présentez au Conseil d'Etat avant même de siéger au Grand Conseil. N'est-ce pas précipité?

Je suis conseillère communale de la troisième plus grande commune du canton, donc j'ai une expérience d'exécutif. Par mon travail, je sais aussi ce qui se passe au niveau fédéral et je suis de près le Grand Conseil en participant à toutes les séances de préparation du groupe. J'aime prendre des décisions, donner des directions, porter des projets et les défendre. Je trouve passionnant de pouvoir échanger sur des thèmes, en mettant toujours l'intérêt commun au centre. Ma motivation, c'est vraiment de m'engager pour les gens.

Quelle relation entretenez-vous avec les Verts?

Nous avons une très bonne entente et avons compris où était notre intérêt d'avancer ensemble: récupérer ce troisième siège que nous avons perdu. L'enjeu majeur est là.

Si vos deux colistiers du PS arrivent en tête, mais que vous devancez la Verte Sylvie Bonvin-Sansonnens, vous retirerez-vous au deuxième tour?

Ce sera à discuter le moment venu. Tout est ouvert et il faut tenir compte de la diversité de la gauche. L'important c'est de faire une bonne campagne en allant à la rencontre des gens. ■

Entre Berne et Villars-sur-Glâne

Alizée Rey grandit à Treyvaux entouré de ses parents et de ses quatre frères et sœurs. L'une d'entre elles étant en situation de handicap, la future politicienne comprend dès son plus jeune âge que l'union fait la force et que les différences sont une richesse. La politique l'a toujours intéressée et les débats du dimanche constituent un incontournable moment familial. Elle se fait la promesse qu'elle s'engagera. Mais seulement dès qu'elle travaillera et qu'elle payera ses impôts, par souci de légitimité.

C'est donc après ses études de droit, en 2015, qu'Alizée Rey débarque sur la scène politique fribourgeoise. Elle est alors stagiaire juriste à la Préfecture de la Sarine. Après avoir hésité entre les Verts et le PS, elle arbore le rouge socialiste. Elle intègre quelques mois plus tard le Conseil général de Villars-sur-Glâne et s'investit rapidement pour la commission financière. En novembre 2018, elle devient conseillère communale et dirige le dicastère Santé, social et curatelle. Elle occupe toujours cette fonction actuellement. Bien que n'étant pas députée au Grand Conseil, elle préside depuis une année le parti cantonal.

Âgée de 34 ans, la Fribourgeoise travaille depuis plus de trois ans à Berne, à l'Office fédéral des assurances sociales. **EF**